

**MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE,  
DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE,  
DES PRODUITS AGRICOLES ET DES PME**

-----

**AGENCE D'AMENAGEMENT ET DE  
PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS  
(APROSI)**

-----

**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2008 - LOT 1**

-----

***RAPPORT DEFINITIF***

**DECEMBRE 2009**

**GROUPEMENT CABINET  
MONTEIL & Cie / MAMADOU BARRY**

**Immeuble Café de Rome Bd de la  
République – Dakar**

**38, Avenue Malick Sy - Dakar**

## **SOMMAIRE**

	<b><u>Pages</u></b>
OPINION DE L'AUDITEUR.....	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	6
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	9
3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	13
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE.....	17
5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	21
6. REVUE DETAILLEE DES MARCHES.....	28

## **ANNEXES**

<b>Annexe n°1</b>	Commentaire de l'Autorité Contractante sur le Rapport Provisoire
<b>Annexe n°2</b>	Réponse de l'Auditeur

<b>OPINION DE L'AUDITEUR</b>
------------------------------

<b>Commentaires préalables à l'opinion de l'Auditeur</b>
--

La mission de revue devant principalement déboucher sur l'expression d'une opinion sur le degré de respect des dispositions et procédures du Code des Marchés, l'Auditeur a formulé cette opinion selon la stratification ci-après :

**Types d'opinion retenus par l'Auditeur**

**Explicitation des critères propres à chaque type d'opinion**

Opinion « **Performance Parfaite** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de forme et de fond du Code en matière de passation de marchés

Opinion « **Performance Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de fond, mais n'a pas respecté certaines dispositions de forme en matière de passation de marchés (**ie** dispositions de forme **n'entraînant pas des violations aux principes d'économie, d'équité et transparence**. **Ex** : non établissement et/ou non transmission des rapports périodiques exigés par le Code, archivage défectueux des documents, etc...).

Opinion « **Performance Moyenne** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté, sur un nombre très limité de marchés et pour des montants non significatifs certaines directives de fond en matière de passation de marchés.

Opinion « **Performance Non Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté les directives en matière de passation de marchés, de manière récurrente et sur un nombre et pour des montants significatifs de marchés

**OPINION DE L'AUDITEUR**

**Messieurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par **l'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI)** au titre de la gestion 2008.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés Publics (décret 2007-545 du 25 avril 2007), complété par le décret 2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le décret 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Il a été également pris en compte les dispositions des Arrêtés et Circulaires portant application de ces décrets.

***Constats à l'issue de ces travaux :***

La revue a fait ressortir que l'APROSI ne s'est pas conformée aux dispositions du nouveau Code des Marchés, tant dans son organisation institutionnelle que dans les modes de passation des marchés. La revue effectuée néanmoins sur les dépenses de l'Agence a permis de constater qu'elle n'a pas recours à la procédure d'appel à la concurrence.

***Conclusion de l'Auditeur :***

Les constats ci-avant amènent à l'expression de la part de l'Auditeur d'une opinion « Performances non satisfaisantes » en ce qui concerne APROSI pour la gestion 2008.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement  
BARRY / MONTEIL**

**1- DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET  
PROCEDURES DE PASSATION DES  
MARCHES**

## **1. BREF RAPPEL DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU SYSTEME ET DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

### **▪ Dispositif institutionnel**

Le décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** institue le Code des Marchés Publics au Sénégal. Il est complété par le **décret n°2007- 546** portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le **décret n° 2007-547** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Des Arrêtés ont été pris par le Ministre de l'Economie et des Finances, en application de certaines dispositions du Code des Marchés.

Le Code des Marchés Publics entre en vigueur, dès le mois de janvier 2008 (circulaire n°4 PM du 28/12/2007).

Le dispositif institutionnel comprend :

- Les **Autorités Contractantes** avec les structures suivantes installées à leur niveau : les **Commissions de Marchés** et les **Cellules de Passation des Marchés**.
- La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**, en charge, entre autres missions, du contrôle a priori des dossiers transmis par les Autorités Contractantes ; ce contrôle s'exerce à trois niveaux , en fonction de seuils de marchés fixés :
  - examen préalable des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ;
  - examen des procès verbaux d'analyse comparative des offres et recommandations pour l'attribution provisoire des marchés ;
  - examen juridique et technique des marchés.

(Se reporter à l'Annexe n°1)

- **L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**, en charge, entre autres missions (avis, propositions, recommandations), du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés (audits) et du règlement des différends portés à son attention (dénonciations d'irrégularités, recours) par les parties concernées par la passation des marchés.

### **▪ Procédures de passation des marchés :**

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés (PPM)**, pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon une des formes ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

### ▪ **Procédures d'approbation des marchés**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

### ▪ **Procédures d'exécution du marché**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

### ▪ **Rapports périodiques sur les marchés**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.



## **2- OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT**

## **2. OBJECTIFS DE L'AUDIT ET METHODOLOGIE ADOPTEE**

### **2-1 Spécificités de la Gestion 2008**

La gestion 2008 correspond à la première année d'application du nouveau Code des Marchés Publics.

Elle se caractérise donc par la co-existence :

- de marchés exécutés en 2008 mais dont les procédures de passation (appels d'offres, adjudication), avaient été initiées en 2007 selon les dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 ;
- de marchés initiés en 2008 selon les dispositions du nouveau code.

**Les interventions de l'Auditeur ont concerné exclusivement les marchés régis par le décret n°2007-545 (nouveau Code).**

### **2-2 Objectifs de l'Audit**

La présente mission a pour **objectif principal** :

- la vérification du processus de passation des marchés et des contrats signés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2008, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés ;
- l'expression d'un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du Code des Marchés pour les dépenses des Autorités Contractantes.

Les **objectifs spécifiques** suivants doivent être atteints à l'issue de la mission :

- expression d'une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées ;
- contrôle de la conformité des procédures avec les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés ;
- expression d'une opinion sur la qualité des contrats (aspects techniques et économiques).

## **2-3 Méthodologie générale retenue pour la mise en œuvre de la mission**

### ***2-3-1 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante***

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur :

- à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2008.
- à l'ARMP, pour la confirmation de la réception des rapports annuels 2008 des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;

Les réponses obtenues ont été comparées aux résultats des revues effectuées au niveau des Autorités Contractantes.

### ***2-3-2 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante***

Cette étape –importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2008 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2008 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31/12/2008 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2008 ;
- Rapport d'activités 2008 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2008 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Rapport Annuel 2008 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence :

- les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission ;
- les marchés non portés à l'attention de l'Auditeur ;
- les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

### ***2-3-3 Constitution de l'échantillon***

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

### ***2-3-4 Revue détaillée des marchés retenus***

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

**3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE  
CONTRACTANTE**

### **3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

**L'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI)**, est une structure administrative autonome placée sous l'autorité hiérarchique du « Ministre chargé de l'Industrie. Elle a été créée par le décret 2002-981 du 07/02/2002, portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI).

#### **3-1 Objectifs et missions**

L'APROSI pour objectifs et mission :

- d'identifier, d'acquérir et de constituer des réserves foncières, dans le respect de la législation en vigueur, pour l'aménagement de sites industriels en liaison avec la Direction Générale des Impôts et Domaines, la Direction de l'Urbanisme et des Collectivités Locales concernées ;
- de mieux structurer la forme d'appui de l'Etat aux entreprises industrielles en matière d'affectation de sites ;
- d'assurer la gestion foncière des sites par la cession ou la location à usage industriel ;
- d'assurer l'aménagement et la promotion d'espaces bâtis destinés à des activités industrielles ;
- d'assurer l'aménagement des espaces communs destinés à l'incubation et à l'essaimage d'activités industrielles à haute valeur ajoutée en privilégiant la proximité des plateformes industrielles dynamiques, de centres d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle ;
- de procéder ou de faire procéder à la réhabilitation et à l'aménagement de sites destinés à abriter harmonieusement des activités industrielles ;
- de s'assurer de la bonne gestion et de la maintenance des sites ;
- de contribuer au développement d'une offre compétitive de production et de service des opérateurs installés sur le site ;
- de promouvoir toute action pour la rentabilisation et l'occupation optimale des sites industriels;
- d'entreprendre toute démarche nécessaire à la réhabilitation et l'aménagement des sites.

## **3-2 Organisation de l'Agence**

Les organes statutaires sont :

### **3.2.1 Le Conseil de surveillance** composé comme suit :

- Présidé par un représentant de la Primature,
- 10 représentants de Ministères,
- 01 représentant de l'Association des Présidents de Conseil régional,
- 01 représentant de l'Association des Présidents de Conseil Rural,
- 01 représentant des organisations Patronales,
- 01 représentant de l'Ordre des Architectes Urbanistes,
- 01 représentant de l'Union National des Chambres de Commerce,
- 01 représentant du Contrôleur Financier.

### **3.2.2 Le Directeur Général**

Il dispose des pouvoirs les plus larges pour assurer la gestion et le bon fonctionnement de l'Agence. Il a qualité d'employeur au sens du Code du Travail et dispose du pouvoir d'ester en justice.

La lecture du décret 2002-981 du 07/10/2002 portant création et organisation de l'APROSI, hormis les dispositions de l'article 1 qui identifie l'Agence comme une « structure autonome placée sous l'autorité hiérarchique du Ministre chargé de l'Industrie » confère, la personnalité morale à l'Agence au sens de l'Article 2 – 1 c du Code des Marchés Publics.

## **3-3 Sources de financement**

Elles se répartissent comme suit :

- La dotation budgétaire globale allouée par l'Etat,
- Les ressources provenant de partenaires au développement,
- Les redevances de contreparties des services de l'Agence,
- Les produits des ventes ou locations de sites aménagés,
- Les produits des ventes ou locations d'espaces bâtis et de bâtiments,
- Les produits de placement de fonds disponibles.

## **3-4 Budget de la gestion 2008**

Le budget 2008 a été établi pour un montant de 492 042 208 F. Les financements prévus sont les suivants :

• Dotation budget de l'Etat :	185 000 000 F
• Vente de terrains (Diamniadio et SODIDA) :	307 042 208 F
	-----
<b>Total budget prévisionnel 2008 :</b>	<b>492 042 208 F</b>

### **3-5 Rubriques de dépenses**

Il ne sera retenu ici que les rubriques portant sur les acquisitions prévues pour l'exercice 2008, à savoir :

- **Fournitures et services : 156 044 000 F** dont :

- carburant et lubrifiants : 16 000 000
- entretiens et réparation : 6 500 000
- honoraires et prestations : 55 344 000

- **investissements : 62 320 000 F** dont :

- acquisition d'un véhicule : 35 320 000 F
- acquisition de matériels informatiques : 9 000 000 F.



<p><b>4- SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE</b></p>
--

## 4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 4-1 Service Achat :

L'Auditeur a constaté que **l'Agence ne disposait pas de service achat** (il n'était pas prévu dans l'organigramme qui lui a été produit).

Le Responsable Administratif et Financier cumule ainsi ses fonctions classiques avec celles d'achats.

#### ***Problèmes identifiés par l'Auditeur :***

- Régime d'incompatibilité fonctionnelle entre les achats et décaissement d'autant plus que la caisse et le comptable denier dépendent du RAF et **il n'existe aucun lien hiérarchique entre le comptable et la caisse.**

Cette situation fait que le suivi comptable des opérations de caisse ne peut pas se faire en temps réel et en altère ainsi toute efficacité.

**Il a été aussi constaté que la caisse reçoit et paie au comptant et en numéraires des sommes très substantielles (ex : approvisionnement de caisse de 20 000 000 PC 4884 du 24/06/2008 et paiement en espèces de 9 591 771 par pièce de caisse 04885 du 24/06/2008).**

**Aussi l'Auditeur n'est pas tout à fait assuré que les dépenses identifiées sur les grands livres soient exhaustives de toutes les dépenses effectuées en 2008 car à date (16/10/2009), les comptes 2008 ne sont pas encore arrêtés** (à titre d'exemple de décalage entre la date de dépôt d'une facture et sa présentation à la comptabilité, la facture de El Hadji Niokhor DIALLO datée du 04 mars 2005, a été enregistrée arrivée à l'Agence à la date du 12 mars 2008 sous le N°00079 et reçu à la comptabilité le 01 juin 2008).

### 4-2 Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés

**A la date de la revue (octobre 2009), ces deux structures n'avaient pas été créées.**

L'Auditeur note que leur inexistence consacre le **non respect** :

- **des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics** et par conséquent **des dispositions de l'ensemble des articles de la Section 4** dudit Code (articles 35 à 40),
- **des dispositions de l'arrêté N° 011586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances** en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics.

#### **4-3 Conservation et archivage des informations relatives aux marchés**

L'Auditeur a constaté que la production des documents demandés nécessitait de longs délais. Il lui a été dit que l'Agence, étant la continuation des activités de la SODIDA en liquidation, certains documents étaient encore dans les locaux de la SODIDA et que le déménagement de l'ensemble des effets était toujours en cours.

Sur un autre registre, l'Auditeur a constaté que pour certains dossiers, les pièces constitutives étaient éparpillées entre la comptabilité, la caisse et le Responsable Administratif et Financier.

La difficulté de collecte de documents relatifs aux acquisitions de l'Agence peut aisément s'expliquer par l'absence de service Achats d'une part et par la démultiplication des sources de paiements.

#### **4-4 Structures de Contrôle Interne**

L'Agence dispose d'un Contrôleur de Gestion mais pas d'Auditeur Interne. Ce Contrôleur de Gestion n'exerce aucun contrôle sur les marchés passés par l'Agence.

### **RECOMMANDATIONS**

L'Auditeur recommande :

- 1. la création d'un service ACHATS doté d'un personnel maîtrisant les procédures publiques en la matière**, aux fins de mise en conformité de l'Agence aux normes régissant les acquisitions de biens et services avec les fonds publics et dans l'objectif de supprimer les incompatibilités signalées ci-avant ;
- 2. l'application dans les meilleurs délais par l'APROSI des dispositions du Code des Marchés Publics par la mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ainsi que l'inscription de leurs membres aux modules de formation à la passation des Marchés Publics ;**
- 3. la centralisation de l'archivage des documents de passation des marchés au niveau de la Cellule de passation des marchés ;**
- 4. Le respect des dispositions du décret 2002-981 du 07/02/2002, portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI) en ce qui concerne le comptable denier (articles 9 et 10 dudit décret) ;**

**Points de Vérification  
Organisation Institutionnelle**

**Nom de l'autorité Contractante:** Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI)

<b>N°</b>	<b>Rubriques</b>	<b>Constats et Commentaires</b>	<b>Notations *</b>
0	Service Achats	Inexistant.	3
1	Commission des marchés	Inexistante.	3
2	Cellule de Passation des Marchés	Inexistante.	3
3	Capacités en matière de Passation de Marchés	Le Responsable Administratif et Financier qui a en charge les acquisitions de biens et services de l'Agence n'a pas bénéficié de formation en la matière.	3
4	Conclusion	<b>Performance non satisfaisante</b>	3

**(\*) Système de notation :**

Performance satisfaisante = 1  
Performance moyenne = 2  
Performance non satisfaisante = 3

**Ce système de notation a été reconduit pour toutes les grilles suivantes.**

**5- SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA  
REVUE DES MARCHES**

## **5. SYNTHÈSE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS**

### **5-1 Service Achats**

L'Agence ne dispose pas de service de passation de marchés.

### **5-2 Avis Général de Passation des Marchés et Plan de Passation des Marchés**

#### **5-2-1 Avis Général de Passation de Marchés :**

Il n'a pas été établi.

#### **5-2-2 Plan de Passation des Marchés :**

Il n'a pas été établi.

### **5-3 Tableau de synthèse des marchés passés par l'APROSI et de l'échantillon constitué par l'Auditeur**

En l'absence de plan de passation de marchés et de document récapitulatif des acquisitions réalisées en 2008, l'auditeur n'a eu comme base d'échantillonnage que le Grand Livre et les Justificatifs de Soldes en référence au document de présentation du budget qui lui a été produit.

#### **5-3-1 Liste des acquisitions antérieures à l'exercice 2008 et payées dans le budget 2008 :**

L'exploitation des documents comptables (balances des comptes, Grand livre des tiers) a révélé des paiements relatifs à :

- l'acquisition d'un véhicule pour un montant de 35 320 000 HT,
- des honoraires pour un montant de 192 745 106 F
- une police d'assurance pour un montant de : 20 802 120 F

#### **A/ FOURNITURES ET EQUIPEMENTS**

L'exploitation du projet de budget a fait ressortir l'acquisition d'un véhicule station wagon à 32 320 000 HTVA.

L'Auditeur, sur la base des documents qui lui ont été présentés, a constaté ce qui suit :

- Pour un montant dépassant les seuils de passation même au regard des dispositions de l'ancien Code des Marchés Publics, il n'a été produit que trois factures proforma,
- Il n'a été produit aucun document de demande de cotation (identification de la fourniture avec un minimum de spécifications).

### **B/ Services Consultants :**

Il s'agit de cinq (05) prestations intellectuelles d'accompagnement et/ou de suivi-conseil dont les signatures de contrats sont antérieures à 2008 et qui portent sur :

1. **un contrat d'architecte d'opération :** titulaire Cabinet d'Etudes Municipalité Service signé le 07 mai 2005 enregistré le 08/05/2002 par le service des Impôts et Domaines.

Pièces présentées :

- le contrat avec en annexe les TDR,
- une correspondance de l'Architecte datée du 26/04/2004 portant modèle d'avenant d'incorporation,
- une facture d'honoraires de 132 461 775 HT datée du 04 février 2008.

2. **un contrat de Conseiller Technique** portant suivi des travaux du projet d'Aménagement du Parc Industriel Sénégalais Taïwanais de Diamniadio signé le 08/11/2004 avec Ibrahima SANOKHO une durée de 6 mois et commençant à courir le 1er juin 2004 pour un montant d'honoraires mensuels de 631 579 F avec une retenue de 05 % (net à percevoir : 600 000 F).

Pièces présentées :

- contrat non enregistré,
- une lettre de préavis de fin de contrat datée du 04/12/2008, évoquant le contrat du 08/11/2004 « et qui a fait l'objet d'une prolongation de six mois à compter du 1er juin 2008 est arrivé à expiration depuis le 1er décembre 2008 » et que le « contrat prend fin le 31 décembre 2008 ».

3. **une facture** N°130/05 du 04 mars 2005 portant honoraires pour la confection du manuel de procédures administratives, comptable et financière émise par El Hadji Niokhor DIALLO, Directeur d'Audit, Cabinet Aziz DIEYE.

L'Auditeur a noté les incohérences suivantes :

- la facture a été enregistrée APROSI courrier sous le N° 000079 à la date du **12 mars 2008** ;
- Reçue par la structure de traitement (comptabilité ?) le 1<sup>er</sup> /06/2008.

4. **une convention d'Assistance Administrative et d'Accompagnement Comptable** signée avec le Cabinet d'Expertise Comptable AFRIDEX signée le 15 mai 2006 pour une durée d'un an et non enregistrée.

Pièces présentées :

- 03 avenants de prorogation (2007, 2008 et 2009),
  - 13 factures de 1 100 000 HT courant de la période de décembre 2007 à décembre 2008,
  - 03 avenants de prorogation d'un an (2007, 2008 et 2009).
5. un contrat de consultant pris comme responsable du projet d'Aménagement du Parc Industriel Sénégalais de Diamniadio pour un montant net de 1 100 000 F et d'un an de durée, signé le 1<sup>er</sup> août 2007. Bénéficiaire : M. Samba Laobé SEYE. Le contrat n'est pas enregistré.

Pièces présentées :

- 08 factures couvrant la période de janvier à août 2008,
- 01 facture de novembre 2008,
- Un avenant portant augmentation du montant mensuel des honoraires à 1 200 000 net.

### **C/ PRESTATIONS DE SERVICES (CONTRAT D'ASSURANCE SANTE) :**

Il a été présenté à l'Auditeur 03 factures pro forma émanant de 03 compagnies d'assurances (AMSA, PREVOYANCE et CNART) datées du 03/01/2007).

La Compagnie CNART a été retenue.

**L'auditeur note que les documents qui lui ont été présentés ne contiennent pas le PV d'attribution ce qui lui enlève toute possibilité d'appréciation des conditions de choix du prestataire.**



**5-3-2 Acquisitions sur commandes directes à un fournisseur sans mise en concurrence pour l'exercice 2008 :**

i.	Achat de carburant montant :	17 725 116
ii.	Achat de matériels informatiques :	11 142 810
iii.	Achat de billets d'avions :	18 353 366
iv.	Acquisition d'un groupe électrogène :	8 260 000

**1. Achat de carburant : montant 17 725 116**

La prévision du projet de budget pour cette rubrique est de 16 000 000.

**L'Auditeur note que cette acquisition a été réalisée sans appel à la concurrence.**

Pièces présentées :

- Correspondance ELTON du 06/05/2005 adressée à la SODIDA (ref : DC/ACC/0505/014) portant lancement de la carte OASIS ;
- Contrat d'adhésion à la carte OASIS adressé à l'APROSI et daté du 14/06/2005 pour 08 cartes ;
- Contrat d'adhésion à la carte OASIS adressé à l'APROSI non daté du pour 08 cartes ;
- Une fiche de choix des options cartes OASIS sans date ;
- Une liasse de factures et des états récapitulatifs d'approvisionnements en carburants et boutiques.

**Aucune consultation de prix et/ou de modalités n'a été faite. C'est en réalité une reconduction d'approvisionnement à ELTON de la SODIDA en liquidation.**

**L'Auditeur constate que cette acquisition a été réalisée sans DRP en violation du code des marchés publics (section 6, article 77).**

**2. Achat de matériels informatiques : 11 201 310**

La prévision du projet de budget pour cette rubrique est de 9 000 000.

Pièces présentées :

- Justificatif de solde général,
- 15 factures dont :
  - 12 émises par la Société Inform@tique et Gestion de Sociétés (IGS) pour un montant total de **8 279 070**,
  - 01 émise par RACINE DIFFUSION pour un montant de **2 188 900**,
  - 01 émise par ACCES PHONE pour un montant de **600 000**,
  - 01 émise par LE SALOUM pour un montant de **133 340**.

**Aucune consultation de prix et/ou de modalités n'a été faite.**

**L'Auditeur constate que cette acquisition a été réalisée sans DRP en violation du code des marchés publics (section 6, article 77).**

**3. Achat de billets d'avions : 18 353 366**

La prévision du projet de budget pour cette rubrique est de 8 500 000 (billets et perdiem).

Pièces présentées :

- Justificatif de solde général,
- 06 factures dont :
  - 04 de WAHAB TOURS pour un montant de 16 865 622,
  - 01 de SENEGAL TOURS pour un montant de 466 808,
  - 01 de ADA VOYAGES pour un montant de 1 020 936.

**Aucune consultation de prix et/ou de modalités n'a été faite.**

**L'Auditeur constate que cette acquisition a été réalisée sans DRP en violation du code des marchés publics (section 6, article 77).**

**4. Acquisition d'un groupe électrogène : 8 260 000**

Pas de prévision du projet de budget pour cette rubrique.

Pièces présentées :

- Justificatif de solde général,
- 01 facture N° 2008-06-73 du **18 juin 2008** émise par MULTITECHNIQUES INDUSTRIES,
- Pro forma N° 2008-06-87 du **18 juin 2008**,
- Bon de Commande N° 00149 du **18 juin 2008**.

**Aucune consultation de prix et/ou de modalités n'a été faite.**

**L'Auditeur constate que cette acquisition a été réalisée sans DRP en violation du code des marchés publics (section 6, article 77).**

<b>ANNEXES</b>
----------------

**Annexe n° 1** Commentaires de l'Autorité Contractante sur le  
Rapport Provisoire

**Annexe n° 2** Réponse de l'Auditeur

<p><b>REPONSE DE L'AUDITEUR AUX OBSERVATIONS DE APROSI SUR LE RAPPORT PROVISOIRE</b></p>
--

L'Auditeur a pris connaissance des explications fournies par la Direction de APROSI pour expliquer la situation de l'Agence en 2008 par rapport au Code des Marchés.

Il ne lui appartient pas d'en juger la recevabilité.

Il recommande simplement à APROSI d'appliquer le plus rapidement possible les dispositions de ce Code au plan institutionnel et au plan de la passation des marchés.

**Le Représentant du Groupement  
BARRY / MONTEIL**